

## **ARRÊTÉ**

**portant prescriptions complémentaires  
Installations classées pour la protection de l'environnement  
Société LACTINOV ABEVILLE  
Communes d'ABBEVILLE et VAUCHELLES-LES-QUESNOY**

**LE PRÉFET DE LA SOMME  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- Vu** le code de l'environnement et notamment son article R. 181-45 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;
- Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 23 janvier 2007 à la société LACTINOV ABEVILLE pour l'exploitation d'un site de transformation de produits laitiers à Abbeville et Vauchelles-les-Quesnoy, zone industrielle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 7 mars 2011 à la société LACTINOV ABEVILLE ;
- Vu** donner acte délivré le 15 septembre 2021 à la société LACTINOV ABEVILLE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;
- Vu** le dossier de porter-à-connaissance transmis par l'exploitant, à la préfecture de la Somme, par courrier du 15 décembre 2020 ;
- Vu** le dossier de porter-à-connaissance transmis par l'exploitant, à la préfecture de la Somme, par courrier du 3 janvier 2025 ;
- Vu** le rapport et les propositions du 11 juin 2025 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 26 juin 2025, réceptionné le 30 juin 2025 ;

**Vu** les observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté par courriel du 11 juillet 2025 ;

**Vu** l'accord de l'inspection des installations classées sur les modifications sollicitées ;

**Considérant ce qui suit :**

1. la société LACTINOV ABBEVILLE est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement à Abbeville et Vauchelles-les-Quesnoy, sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 23 janvier 2007 susvisé ;

2. par courriers des 15 décembre 2020 et 3 janvier 2025, la société LACTINOV ABBEVILLE a transmis, à la préfecture de la Somme, deux dossiers de porter-à-connaissance ;

3. au vu des éléments transmis, l'inspection des installations classées a jugé, dans son rapport du 11 juin 2025, que ces modifications sont notables mais pas substantielles au titre des articles R. 181-46 et R. 122-2 du code de l'environnement ;

6. conformément aux dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement, ces modifications doivent être actées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1. OBJET**

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions des arrêtés préfectoraux du 23 janvier 2007 et 7 mars 2011 susvisés ainsi que celles du donner acte du 15 septembre 2021 susvisé, autorisant la société LACTINOV ABBEVILLE, dont le siège social est situé ZI route de Vauchelles, 80143 Abbeville, à exploiter ses installations zone industrielle, à Abbeville et Vauchelles-les-Quesnoy, sont modifiées et complétées par les articles ci-dessous.

## ARTICLE 2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Donner acte du 15 septembre 2021	Tous	Supprimé et remplacé par l'article 3 du présent arrêté
Arrêté préfectoral d'autorisation du 23 janvier 2007	Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées	Supprimé et remplacé par l'article 3 du présent arrêté
	Article 4.3.5 – Localisation des points de rejet	Supprimé et remplacé par l'article 6 du présent arrêté
	Article 4.3.9 – Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires	Supprimé et remplacé par l'article 7 du présent arrêté
	Article 7.7.3 - Ressources en eau – Moyens d'intervention	Complété par l'article 7 du présent arrêté
	Article 7.7.6 - Protection des milieux récepteurs	Complété par l'article 8 du présent arrêté

## ARTICLE 3. TABLEAU DE CLASSEMENT

Rubrique	Intitulé	Quantité maximale	Classement
3643	Traitement et transformation du lait exclusivement, la quantité de lait reçue étant supérieure à 200 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base annuelle)	Réception de 600 m <sup>3</sup> /j de lait cru par jour soit 619 t/j en moyenne sur l'année	A
4130-2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t (A-1)	Cuve de 25 m <sup>3</sup> Autre stockage de 8 m <sup>3</sup> Volume total : 33 m <sup>3</sup> Quantité totale stockée : 45 t	A
2230-1	Traitement et transformation du lait ou des produits issus du lait, à l'exclusion du seul conditionnement et des activités qui relèvent des rubriques 3642 ou 3643	Total réception : 600 000 l/j de lait cru collecté et 75 000 l/j de crème achetée maxi (600 000 l d'éq-lait) soit un total de 1 200 000 l/j d'éq-lait / Traitement et conditionnement de lait en bouteilles : capacité totale de 1 250 000 l/j	E
1510-2	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 t), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au	Stockage dans les locaux à T° ambiante : fin de ligne UHT, stock encours emballages, stock emballages beurrerie, ingrédients, emballages, magasin grande hauteur produits finis, stockage palette sous prépa commande	E

	<p>remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m<sup>3</sup> (E)</p>	<p>Stockage dans les locaux à T° contrôlée : chambre tempérage +18°C, frigo (déballage), frigo crèmes, frigo 56, frigo 55</p> <p>Volume total de stockage : 122 927 m<sup>3</sup></p>	
2661-1-b	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :</p> <p>1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j (E)</p>	<p>Quantité de matières susceptible d'être traitée par houssage thermique en 24h = 1,1 t/j</p> <p>Quantité de matières susceptible d'être traitée par jour = 38,04 t/j</p>	E
2661-2-a	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :</p> <p>2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 20 t/j (E)</p>	<p>Quantité maximum de matières susceptible d'être traitée = 46,8 t/j pour une quantité moyenne de 5,85t/j</p>	E
2260-1-b	<p>Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 2101, 2102, 2111, 2140, 2150, 2160, 2170, 2220, 2240, 2250, 2251, 2265, 2311, 2315, 2321, 2330, 2410, 2415, 2420, 2430, 2440, 2445, 2714, 2716, 2718, 2780, 2781, 2782, 2790, 2791, 2794, 3610, 3620, 3642 ou 3660.</p> <p>1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure à 500 kW (E)</p> <p>b) Supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW (DC)</p>	<p>1 malaxeur mélangeur de beurre</p> <p>Puissance fixe installée : 160 kW</p>	DC
2662-2	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup> (D)</p>	<p>Stockages de granulés de PEHD : 3 silos de 70m<sup>3</sup> en extérieur et 2 silos de 60 m<sup>3</sup> sur BABYDRINK</p> <p>Volume total de stockage de 330 m<sup>3</sup></p>	D

2795-2	Installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant : 2) Inférieure à 20 m³/j (DC)	Le volume d'eau mis en œuvre pour le nettoyage est de 15 m³/j	DC
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)	Puissance totale de 15,6 MW	DC
2921-1-b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW (DC)	Puissance thermique évacuée totale de 1158 kW	DC
4441	Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t (D)	Total de 13,8 t	D
4735-1-b	Ammoniac. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50kg: b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t (DC)	1 installation de réfrigération de 350 kg d'ammoniac 1 installation de réfrigération de 3x150 kg d'ammoniac Quantité totale : 800 kg	DC



1185-2-a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)</p>	La quantité cumulée de fluide (type R404a, R410a, R134a, R407c, R717) dans les équipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg est supérieure à 300 kg	DC
2925-1	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d').</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW (D)</p>	Puissance maximale de courant continu utilisable de 54,3 kW	D

#### ARTICLE 4. GESTION DES REJETS – LIGNE DE CONDITIONNEMENT 3.1

Les eaux pluviales de voiries et de toiture issues du bâtiment intégrant la ligne de conditionnement 3.1 sont collectées par :

- Un bassin d'orage d'infiltration existant de 1260 m<sup>3</sup> ;
- Un bassin de rétention incendie étanche de 1850 m<sup>3</sup>.

#### ARTICLE 5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Point de rejet codifié par le présent arrêté	N°1.1 et 1.2
Nature des effluents Exutoire du rejet Station de traitement collective Conditions de raccordement	Eaux domestiques Réseau public d'eaux usées unitaire au nord du site (N°1.1) et séparatif au sud (N°1.2) Station d'épuration urbaine d'Abbeville rejetant en Somme Convention de rejet

Point de rejet codifié par le présent arrêté	N°2
Nature des effluents Exutoire du rejet Traitement avant rejet	Eaux pluviales Réseau public d'eaux pluviales (unitaire à défaut) au nord du site Débourbeur – Séparateur d'hydrocarbures

Point de rejet codifié par le présent arrêté	N°3.1 et 3.2
Nature des effluents Exutoire du rejet Traitement avant rejet	Eaux pluviales Réseau public d'eaux pluviales (séparatif) au sud du site Débourbeur – Séparateur d'hydrocarbures (N°3.1 et 3.2), bassin tampon de 350m <sup>3</sup> (N°3.2)

Point de rejet codifié par le présent arrêté	N°4
Nature des effluents	Eaux résiduaires, eaux de purges, eaux polluées
Débit maximal journalier et en moyenne mensuelle (m³/j)	1500 50
Débit maximum horaire (m³/j)	Station de pré-traitement puis réseau public d'eaux usées (séparatif) au sud du site
Exutoire du rejet	Bassin d'homogénéisation de 1400 m³ – régulation débit et pH
Traitement avant rejet	Station d'épuration
Conditions de raccordement	

## ARTICLE 6. VALEURS LIMITES D'ÉMISSIONS AVANT REJET VERS LA STATION D'ÉPURATION COMMUNALE

Les rejets pré-traités sur le site respectent les paramètres suivants :

Paramètre	Valeur limite en concentration	Fréquence de surveillance
Débit horaire	70 m³/h	Continu
pH	5,5 < pH < 8,5	Journalier
T°	30°C	Journalier
MES	600 mg/l	Hebdomadaire
DBO5	800 mg/l	Hebdomadaire
DCO	1800 mg/l	Hebdomadaire
Azote	150 mg/l	Hebdomadaire
Phosphore	50 mg/l	Hebdomadaire
Teneur chlorures	400 mg/l	Hebdomadaire
Acide chloroacétique	50 µl	Trimestriel
Trichlorométhane	100 µl	Trimestriel
SEH		Trimestriel
Hydrocarbures	10 mg/l	Trimestriel
AOX	1 mg/l	Trimestriel
Cyanures libres	0,1 mg/l	Trimestriel
Manganèse et composés	1 mg/l	Trimestriel
Étain et composés	2 mg/l	Trimestriel
Fer et alu et composés	5 mg/l	Trimestriel
Cadmium et composés	25 µl	Trimestriel
Plomb et composés	50 µg/l	Trimestriel
Nickel et composés	100 µg/l	Trimestriel
Chrome et composés	100 µg/l	Trimestriel

Une analyse de tous les paramètres est réalisée annuellement par un laboratoire extérieur.

## **ARTICLE 7. MOYENS DE DÉFENSE INCENDIE**

Compte-tenu de la distance séparant LACTINOV ABBEVILLE et BABYDRINK (plus de 100 mètres), les moyens de défense incendie sont indépendants.

Pour BABYDRINK, les besoins de 210 m<sup>3</sup>/h sont assurés par :

- 2 poteaux incendie publics,
- 2 poteaux incendie privés.

Pour l'extension de la ligne de production, les besoins de 270 m<sup>3</sup>/h sont assurés par :

- 3 poteaux incendie privés,
- une réserve aérienne de 840 m<sup>3</sup>.

Pour le reste du site, les besoins de 270 m<sup>3</sup>/h sont assurés par :

- 13 poteaux incendie (7 poteaux privés et 6 poteaux sur le domaine public),
- du sprinklage sur toute l'usine, sauf les bâtiments périphériques, les bureaux et le garage, avec 2 réserves de 839 m<sup>3</sup> chacune.

## **ARTICLE 8. RÉTENTION INCENDIE**

La rétention des eaux incendie est assurée par :

- pour la partie BABYDRINK :
  - un bassin de 1000 m<sup>3</sup>,
- pour l'extension de la ligne de production :
  - un bassin étanche de 1850 m<sup>3</sup>,
- pour le reste du site :
  - un bassin de rétention de 1600 m<sup>3</sup>,
  - un bassin d'orage et de rétention de 350 m<sup>3</sup>,
  - une rétention de 2500 m<sup>3</sup> dans le magasin grande hauteur.

## **ARTICLE 9. PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté est déposée aux mairies d'Abbeville et Vauchelles-les-Quesnoy et peut y être consultée ;

2° Un extrait de l'arrêté est affiché aux mairies d'Abbeville et Vauchelles-les-Quesnoy pendant une durée minimum d'un mois ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif au contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux ;

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires des communes d'Abbeville et Vauchelles-les-Quesnoy et transmis à la préfecture ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.



## ARTICLE 10. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier) ou par le biais de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation ;
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tiers, auteur du recours contentieux ou d'un recours administratif est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

## ARTICLE 11. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'Abbeville, les maires d'Abbeville et Vauchelles-les-Quesnoy, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LACTINOV ABBEVILLE.

Amiens, le 18 AOUT 2025

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,



Emmanuel MOULARD